

La crise politico-ethnique du Burundi : l'ombre de 1972

ENTRE le 20 août et le début de septembre dernier, le Burundi a été présent à la une de la presse internationale avec des scènes d'horreur qui ont fait resurgir le souvenir des massacres d'avril-juin 1972. La résurgence violente de l'opposition hutu-tutsi a ruiné le capital de confiance dont semblait crédité le nouveau régime de la III^e République alors qu'il allait fêter son premier anniversaire (1).

Les événements d'août 1988

Ils ont manifestement surpris l'opinion burundaise, qui espérait que la catastrophe (*ikiza*) de 1972 avait été exorcisée par la modernisation du pays entreprise depuis une dizaine d'années par la II^e République. Ce qui s'est passé pour l'essentiel dans deux communes du Nord-Est, à Marangara (province de Ngozi) et à Ntega (province de Kirundo), est complexe : ce n'est ni la violence quasi fatale issue de haines ancestrales, ni quelque rixe locale qui aurait dégénéré, selon les schémas paresseux des médias. Pour y voir plus clair, nous nous sommes rendus sur place à la mi-septembre (2).

On peut distinguer plusieurs phases : une sorte de désobéissance civile hutu dans la commune de Marangara au début d'août ; un

massacre de Tutsi entre le 14 et le 16 août, qui éclate dans une commune voisine, celle de Ntega, et s'étend les 16 et 17 au nord-ouest de Marangara ; l'intervention d'unités militaires venues des camps de Ngozi et de Gitega à partir des 16 et 17 août et une répression rapidement aveugle contre les habitants hutu de ces deux communes, notamment entre le 18 et le 24 août, expliquant le flot des réfugiés vers le Rwanda voisin.

Ces violences ont touché une région rurale, relativement enclavée et sous-équipée sur les plans sanitaire et social, mais plutôt aisée sur le plan monétaire (commerces vivriers, café vendu en juillet) et en relation multiforme avec les communes frontalières du Rwanda, de l'autre côté de la Kanyaru. Il s'agit moins d'une crise socio-économique que d'une crise politique dont la référence ethnique est indéniable, comme l'attestent le déroulement des faits et les mobiles invoqués de part et d'autre, chez les autorités comme chez les paysans interrogés.

A Marangara d'abord, la multiplication de réunions nocturnes

(1) Voir notre chronique sur le coup d'État du 3 septembre 1987 dans le n° 29 de *Politique africaine* (mars 1988).

(2) Nous préparons sur cette crise un dossier complet, à paraître dans les *Cahiers du CRA* (diffusion Karthala).

d'opposition débouche dans la nuit du 5 août sur un accrochage avec une patrouille de gendarmes (dont l'un est blessé) : les petits ponts assurant l'accès à la commune sont coupés le lendemain. Le dimanche 7 août, le ministre de l'Intérieur, Kadoyi se rend en personne sur les lieux, suivi d'une compagnie de soldats de Ngozi : il rencontre plusieurs groupes de centaines de Hutu armés de lances et de machettes. Sur leur promesse de reconstruire les ponts, il fait repartir l'armée en signe de conciliation. Mais une brigade de gendarmerie, lors de heurts avec des opposants, a tué un paysan et en a arrêté d'autres. Le 8 août, le gouverneur et l'évêque (hutu) de Ngozi vont à leur tour à Marangara pour apaiser les esprits. Les 11 paysans sont libérés et les revendications recueillies : plusieurs cadres tutsi locaux (administrateur, juge, technicien médical) sont refusés. Cette effervescence s'était développée sur la base de rumeurs annonçant des arrestations de Hutu, que des propos maladroits de l'administrateur communal auraient aggravées et qui avaient entraîné l'organisation d'un véritable réseau d'autodéfense sur plusieurs collines (tambours et autres signaux d'alarme entre les enclos, armes blanches accumulées).

Néanmoins, le contact se rétablit peu à peu entre cette population et les autorités, notamment grâce à l'action d'une commission provinciale du parti UPRONA. Le calme apparemment revenu, le président Buyoya part à Brazzaville le dimanche 14 août et, le même jour, un meeting du tourisme se tient à Kirundo. Or c'est à 20 km de ce chef-lieu que, dans la nuit du 14 au 15, les habitants tutsi de Ntega sont attaqués : maisons brûlées, hommes

et femmes cruellement exécutés à coups de machettes, de lances ou de flèches barbelées : non seulement la famille du commerçant Révérien Harushingoro, dont la maison a été bombardée de pierres durant la nuit, mais des gens dispersés sur les collines. Cela dure toute la journée du 15 et la matinée du 16, jusqu'à l'arrivée de l'armée. Dans la confusion, une première vague de fuites (les Tutsi, mais aussi des Hutu) a lieu vers les marais, les communes voisines, la paroisse de Ntega ou même le Rwanda. Marangara est touché de la même façon de la nuit du 15 à la matinée du 17.

Le sentiment qui a dominé ces événements, avant même l'intervention de l'armée, apparaît d'ores et déjà : c'est une grande peur, non seulement chez tous les fuyards qui nous ont raconté leurs épreuves, mais aussi chez un certain nombre d'agresseurs hutu du 15 août appelés à « prendre les devants » d'une attaque tutsi annoncée comme imminente par des rumeurs et des tracts durant les jours précédents. Ces bruits ont pris corps en fonction d'une obsession toujours prête à se réveiller, celle des massacres de Hutu en 1972.

Un tournant politique mal pris

La reconstitution des faits laisse quasi entière la question de leurs origines immédiates : pourquoi dans ces deux communes ? pourquoi en août 1988 ? L'analyse politique locale est indissociable du contexte de la première année du régime du président Pierre Buyoya, mais aussi de la situation dont il a hérité et du jeu des opposants hutu, tel qu'il s'exprime notamment à l'étranger depuis 1985.

Alors que les événements de 1972 avaient éclaté, sous le régime Micombero, en pleine période d'extrémisme tutsi, la chute du régime Bagaza en septembre 1987 avait ouvert un climat de détente indéniable qui ne laissait guère présager la crise de cet été. Les mesures répressives contre l'Église, qui avaient empoisonné la situation depuis 1984, ont été abolies. 200 prisonniers politiques ont été aussitôt libérés et l'activité de la police limitée, au point de susciter aujourd'hui rétrospectivement dans certains milieux des reproches de laxisme. Les rencontres du président Buyoya dans les provinces ont relancé un dialogue social, marqué par un ton nouveau dans les réunions publiques, même à propos de sujets tabous comme les inégalités d'origine clanique, régionale ou ethnique. La vie du parti, en somme il depuis plusieurs années, a repris, notamment en avril 1988 pour les élections à la base, au niveau des sections de colline (20 candidats pour 10 sièges par comité). L'analyse détaillée du processus électoral à Ntega et Marangara montre une réelle démocratisation par rapport au scrutin de 1983 : 85 % d'élus hutu, conformément à la situation démographique, sans que cela implique en soi une idéologie « ethnique ».

Mais on comprend qu'à l'échelon de la commune une contradiction ait pu se manifester entre cette nouvelle représentation et l'autorité d'un administrateur (nommé depuis 1980, venu d'ailleurs et tutsi, dans le cas de Marangara). De même, les revendications exprimées sur les inégalités régionales en matière scolaire (écoles à cycle court concentrées sur les périphéries du Nord et de l'Est) ont fait émerger les frustrations des familles en quête de

promotion sociale. Même les orientations positives annoncées en juin et juillet sur la lutte intensifiée contre la corruption ou sur l'autonomie communale débouchaient sur une impasse idéologique. En effet, le projet, lancé en 1976-77, de dépassement des antagonismes « ethniques » par le développement économique et social apparaissait comme vain, dans la mesure où la modernisation du pays entraînait précisément de nouvelles exigences de participation au pouvoir et une mise en cause plus radicale des privilèges de type familial, régional ou ethnique (ceux des Tutsi du Sud en particulier). Le retour à Rwagasore, héros fondateur de l'indépendance nationale, ne pouvait suffire, la reprise du sigle JRR (Jeunesse révolutionnaire Rwagasore) devant même être ressentie comme provocante par ceux qui l'associaient aux heures sombres de l'ère Micombero.

Un des enjeux essentiels de la III^e République était en fait l'attitude de la nouvelle couche de cadres hutu formée sous la II^e République : participation à la gestion du pays ou maintien de gré ou de force dans un ghetto de contestation ethniciste ? Le nouveau régime, pour le moins discret au début sur la question dite de « l'unité nationale », l'avait mise à l'ordre du jour depuis décembre 1987. Mais, de leur côté, des groupes d'opposants implantés à l'étranger depuis 15 ou 20 ans, tout en répétant volontiers que les Hutu ne dépassaient guère l'école primaire dans le Burundi de Bagaza, avaient également conscience de cette nouvelle donne. Il fallait « conscientiser » cette élite hutu.

Depuis les années 80, à l'occasion du conflit entre Église et État, les attaques contre le régime de Bujumbura s'étaient multipliées,

notamment en Belgique, en Italie et au Canada, sur le thème de « l'apartheid ethnique » dont le « peuple hutu » serait victime de la part de la « minorité tutsi » : l'imminence d'une reprise des massacres de cadres hutu comme en 1972 était évoquée de façon lancinante depuis 1985. En avril 1980, un Parti de libération du peuple hutu (Palipehutu), dirigé par un agronome formé à Louvain et installé en Tanzanie, Rémy Gahutu, s'était créé sur le modèle explicite de l'ancien Parmehutu, le parti « ethnique » de la révolution rwandaise de 1959-61. L'arrivée au pouvoir du régime Buyoya, qui mettait fin à l'isolement dans lequel l'ex-président Bagaza avait entraîné son pays, suscita une intensification de cette stratégie : mises en garde diffusées auprès des observateurs européens à la fin de 1987, notamment par le canal d'un Bureau international d'information sur le Burundi basé au Danemark ; structuration des réfugiés installés au Rwanda et en Tanzanie ; diffusion durant les premiers mois de 1988 de tracts en kirundi alertant les Hutu sur une menace de répression tutsi, notamment dans les communes du Nord.

Le contenu des rumeurs diffusées à Marangara et à Ntega en août, le rôle de leaders enfuis au Rwanda dès l'arrivée de l'armée (d'après les témoignages des paysans de la région), les graffiti du Palipehutu observés au marché de Mugendo (au nord de Ntega) attestent la mise en œuvre d'une stratégie qui débouchait inévitablement sur des violences. La complexité de la crise politique se reflète dans la diversité des niveaux de conscience des habitants de la région touchée : depuis la participation au mouvement d'opposition de cadres hutu locaux du parti ou de l'administra-

tion jusqu'au désarroi de paysans traumatisés par la répression militaire. L'ensemble de cette crise, les frustrations et les impasses dont elle s'est nourrie, les violences qui y ont été mises en œuvre, conduisent à une véritable régression ethnique de la vie sociale et politique du pays.

L'hypothèque militaire

Les prophéties d'« attaque tutsi » se sont trouvées concrétisées dans les deux communes à l'issue de cette spirale de violence. L'intervention de l'armée s'est déroulée en trois phases successives à partir de la nuit du 15 août (après le retour du président de Brazzaville) : bouclage du secteur ; pénétration à Ntega (le 16) et à Marangara (le 17), réouverture des pistes barrées par quelques abattis d'arbres et reconstruction des ponts, neutralisation des groupes « rebelles » armés ; enfin la phase dite de « pacification ». Cette dernière, lancée à partir du 18, se prolongea au moins jusqu'au 24 août (date du discours de Buyoya), en fonction des « poches de résistance » dans les marais du nord de Ntega. Les premiers observateurs étrangers arrivent sur place à partir du 25. Mais en fait, durant cette semaine, malgré les appels au calme diffusés par haut-parleurs, les troupes ont manifestement continué de tirer sur tous les paysans qui fuyaient ou qui se cachaient, voire sur ceux qui se présentaient, exécutant des familles entières ou les contraignant à fuir dans toutes les directions : 60 000 personnes environ se retrouvaient réfugiées au Rwanda à la fin de septembre.

Cette « répression » transformée en opération de vengeance collective nous renvoie encore au modèle de

1972. C'est depuis cette date que l'armée est constituée essentiellement de recrues tutsi, reflet le plus significatif de l'héritage de peurs et de suspicions laissés par ces massacres. La vue des cadavres tutsi à Ntega a réveillé chez nombre de soldats (notamment ceux venus du Sud) la mémoire de proches tués fin avril 1972 dans des circonstances analogues. La terreur exercée dans les deux communes par l'armée durant une semaine pose un double problème, technique et politique. A part quelques brigades de gendarmerie aux effectifs dérisoires (une vingtaine à Kirundo par exemple), les « forces de l'ordre » sont représentées essentiellement par une armée, prompte à se conduire comme en état de guerre. D'autre part, le coup d'État de septembre 1987, qui a fondé le régime actuel, a été surtout mené par la base, notamment à l'échelon des sous-officiers, précisément le niveau où s'est joué en août dernier ce gâchis humain et politique. La marge de manœuvre du régime Buyoya est donc étroite s'il veut éviter au Burundi l'expérience d'un chaos à l'ougandaise.

La voie étroite d'un compromis ?

Dès son discours du 24 août, le président Buyoya avait exprimé sa volonté de poursuivre la politique de dialogue et d'ouverture, rejetant ainsi, malgré les circonstances, les deux extrémismes opposés, celui de Tutsi réclamant des représailles massives, et celui de Hutu ameutant l'opinion internationale sur le caractère inéluctable d'une guerre civile ethnique. L'option de la modération s'est traduite par l'affirmation du respect des règles du

droit dans l'enquête policière et judiciaire en cours sur l'origine des événements, ce qui demande à être suivi de près, vu ce qui vient d'être rappelé sur le poids spécifique de l'armée. Mais deux décisions politiques spectaculaires ont surtout manifesté cette orientation, la constitution, le 4 octobre dernier, d'une « Commission nationale consultative sur la question de l'unité nationale » composée de 12 personnalités hutu et, 12 personnalités tutsi (issues de l'administration, du parti, de l'université, de l'armée, des Églises, lesquelles appuient l'effort actuel de réconciliation) ; et, le 19 octobre, la formation d'un nouveau gouvernement comprenant 13 Hutu et 10 Tutsi avec à sa tête un Premier ministre hutu, Adrien Sibomana, précédemment gouverneur de Muramvya et ancien vice-président de l'Assemblée nationale : un événement que le Burundi n'avait pas connu depuis 1965. Dans un pays où les « ethnies » ne sont pas des entités géographiques et culturelles séparées, la solution résiderait-elle dans des systèmes de quotas, délicats à tous points de vue ? Ou dans un compromis historique pour faire reculer toutes les discriminations ? Tout dépendra de l'action de ce gouvernement.

Mais le Burundi subit aussi de graves contraintes internationales s'ajoutant à son enclavement : poids des médias, obsédés aussi par le souvenir de 1972, souvent fantaisistes et largement influencés par les commentaires des opposants du Rwanda ; pressions extérieures, notamment belges, pour une internationalisation du problème ; conseils « amicaux » des pays voisins, en notant qu'au Rwanda comme au Zaïre on a conscience des risques de déstabilisation générale de la région si, par un engrenage de vio-

lences, des réactions en chaîne mettent en branle les quelque 500 000 réfugiés des différents pays installés chez les voisins.

Jean-Pierre Chrétien
André Guichaoua
Gabriel Le Jeune



Research in African Literatures

Bernth Lindfors, Editor,
University of Texas at Austin

RAL provides a stimulating, international forum for discussion of the oral and written literatures of Africa. In addition to presenting critical, interdisciplinary articles, *RAL* serves the broad needs of the academic community by including varied features such as timely research, accounts of university and school literature programs, and reports from libraries and archives. Each issue focuses on a special topic such as Swahili Verbal Arts and an upcoming special issue on Ayi Kwei Armah.

Recent and Forthcoming articles include:

Special issue on Swahili Verbal Arts

Expressing a Swahili Sense of Humor: Siu Jokes by Carol Eastman.

Special issue on Literature and Society

The Power of Oral Poetry: Narrative Songs of the Basotho Migrants
by David B. Coplan.

Mofolo's Chaka and the Bambata Rebellion by David Attwell.

Single copy rates: Individual \$6, Institution \$9

Foreign postage, add \$1.50

Yearly subscription rates: Individual \$20, Institution \$32

Foreign postage, add \$4.00

University of Texas Press Journals, P.O. Box 7819, Austin, Texas 78713